

Texas Instruments va fermer son site de Villeneuve-Loubet

Rien ne va plus pour **Texas Instruments** ! Après avoir annoncé se désengager du secteur des puces pour smartphones et [réduire ses effectifs mondiaux de 1700 postes](#), le fabricant américain de semi-conducteurs et composants électroniques prépare la fermeture de son centre de R&D de Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), près de Nice.

L'entreprise conserve ses activités commerciales basées à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

Texas Instruments supprime 517 emplois à Villeneuve-Loubet

Présent depuis plusieurs décennies dans la région, Texas Instruments a employé jusqu'à 2000 salariés sur le site de Villeneuve-Loubet, contre 541 collaborateurs aujourd'hui. Avant la fermeture définitive du site, au plus tard début 2014, 517 emplois seront supprimés. Quant aux 24 postes conservés, ils seront installés sur un autre site.

En 2009, lors d'un précédent plan social qui s'était soldé par la suppression de 300 postes, « nous nous interrogeons (déjà) sur la pérennité du site (de Villeneuve)... Cette fermeture n'est pas liée à la compétence de nos équipes, mais à des erreurs stratégiques commises par la direction de notre maison mère », a déclaré une déléguée du syndicat FO.

La direction de Texas Instruments, de son côté, reconnaît « l'échec commercial sur le marché des technologies mobiles ». Elle estime, par ailleurs, que la fermeture de l'unique site français de R&D du groupe est liée à la décision d'Apple et de Samsung de concevoir en interne leurs propres puces pour smartphones et tablettes.

« 50 % du marché nous ont été fermés. Nous n'avons pas pu prendre sur ce marché des positions nécessaires qui auraient permis de générer le volume justifiant les investissements importants que nous étions amenés à faire », a souligné **Christian Tordo**, directeur général de Texas Instruments France depuis 1994.

Lionnel Luca, député UMP des Alpes-Maritimes, estime que TI doit « rendre des comptes », l'entreprise ayant bénéficié du crédit impôt recherche (CIR) à hauteur de « près de 100 millions d'euros », et demande au ministre du Redressement productif, **Arnaud Montebourg**, d'intervenir sur ce dossier.

Voir aussi

[Silicon.fr étend son site dédié à l'emploi IT](#)